

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 28/03

ÉFAI – 030066 – AMR 23/011/2003

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ / MENACES

COLOMBIE la population civile de la municipalité d'El Castillo, dans le département du Meta

personnes tuées :

Luis Eduardo Serna (h)

Luis Sánchez (h)

trois autres hommes dont on ignore l'identité

Londres, le 28 janvier 2003

Amnesty International est préoccupée par la sécurité des membres de la population civile de la municipalité d'El Castillo, dans le département du Meta. Selon des sources locales, des paramilitaires opérant dans cette municipalité et en dehors de celle-ci avec le soutien de l'armée ont proféré des menaces de mort et commis plusieurs homicides. Craignant que leurs jours ne soient en danger, une cinquantaine de familles de la région ont abandonné leur foyer ces dernières semaines. L'armée, quoique présente dans la région, n'a manifestement pris aucune mesure contre les paramilitaires.

Le 7 janvier, selon les informations recueillies, deux paramilitaires ont contraint Luis Eduardo Serna à descendre du bus à bord duquel il se trouvait et l'ont tué, dans la région de La Bodega (municipalité d'El Castillo). D'après certaines sources, cet homme avait été menacé par des paramilitaires qui lui avaient donné un délai de vingt jours pour quitter son domicile, situé dans la communauté d'El Jardín (municipalité d'El Castillo). Il était en fuite lorsqu'il a été tué. Le même jour, dans cette même municipalité, trois hommes dont on ignore l'identité auraient été tués par des paramilitaires dans la communauté de La Cabaña. Leurs corps auraient été retrouvés dans un parc de la ville d'El Castillo, localité principale de la municipalité du même nom.

Le 9 janvier, aux environs de 14 heures, des paramilitaires auraient fait irruption dans la communauté de Caño Claro, où ils auraient tué Luis Sánchez, un agriculteur. Ils l'auraient blessé par balle aux jambes, puis à l'arme blanche au niveau du cœur et du cou. Pendant la nuit, alors qu'une veillée funèbre en mémoire de cet homme se déroulait, des inconnus armés se seraient introduits dans son domicile par la force et auraient fouillé les lieux.

Bien que le *Batallón No. 21 Vargas* (Bataillon n°21 Vargas) de l'armée colombienne ait été dépêché dans la région, des paramilitaires maintiendraient une présence permanente dans les communautés de La Macarena, Caño Claro, El Encanto, Puerto Esperanza et Campoalegre. Dans les communautés d'El Retiro, La Floresta et La Esperanza, des paramilitaires ont menacé des civils et leur ont ordonné de quitter la région. À la suite de ces tentatives d'intimidation, une cinquantaine de familles ont quitté leur foyer.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Selon les informations recueillies par Amnesty International, les paramilitaires renforcent leurs effectifs dans la municipalité d'El Castillo depuis plusieurs mois, malgré la présence de l'armée colombienne. Le 1^{er} août 2002, d'après certaines sources, des paramilitaires ont fait irruption dans deux communautés de cette municipalité, La Macarena et El Jardín. Ils ont contraint les habitants à se rassembler et leur ont indiqué que les paramilitaires avaient l'intention de demeurer dans la région. À l'époque, selon les informations reçues, des unités de l'armée étaient stationnées à trente minutes de distance en voiture, à El Castillo, capitale de la municipalité du même nom. Le 9 août, les forces armées auraient mené dans la région une opération militaire de grande envergure, au cours de laquelle des détachements de soldats auraient patrouillé conjointement avec des groupes paramilitaires.

Le 8 septembre, des paramilitaires auraient contraint les habitants de Puerto Esperanza à se rassembler pour participer à une réunion, malgré la présence du *Batallón No. 21 Vargas* (Bataillon n°21 Vargas) dans une localité voisine, La Cima. Un paramilitaire qui est intervenu au cours de cette réunion s'est présenté comme un membre des *Autodefensas Unidas de Colombia* (AUC, Milices d'autodéfense unies de Colombie). Les agriculteurs qui vivent dans les zones de conflit sont souvent qualifiés de subversifs par les forces armées et leur alliés paramilitaires. Ces accusations sont fréquemment suivies de graves violations des droits humains imputables aux paramilitaires, et de menaces de mort qui contraignent les paysans visés à quitter

leur foyer. Il arrive également que des membres de l'opposition armée menacent ou tuent des agriculteurs résidant dans les zones de conflit, qu'ils accusent de collaborer avec les forces de sécurité ou leurs alliés paramilitaires.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- faites part de vos inquiétudes quant à la sécurité de la population civile de la municipalité d'El Castillo, dans le département du Meta ;
- demandez instamment que soit menée une enquête exhaustive et impartiale sur les homicides dont ont été victimes Luis Eduardo Serna, Luis Sánchez et au moins trois autres hommes ces dernières semaines ;
- dites-vous préoccupé par l'augmentation du nombre de paramilitaires agissant avec le soutien de l'armée dans la région, et invitez les autorités à prendre des mesures en vue de protéger la population civile ;
- engagez les autorités à mener une enquête approfondie et indépendante sur les liens existant entre les forces de sécurité et les groupes paramilitaires qui opèrent dans le département du Meta, à rendre publiques les conclusions de ces investigations, et à déférer à la justice les personnes soupçonnées d'appartenir à de tels groupes ou de les soutenir ;
- exhortez les autorités à prendre immédiatement des mesures pour démanteler les groupes paramilitaires, conformément aux recommandations formulées par les Nations unies.

APPELS À :

Président de la République :

Sr. Presidente Álvaro Uribe Vélez
Presidente de la República
Palacio de Nariño
Carrera 8 No. 7-26
Santafé de Bogotá, Colombie
Télégrammes : Presidente de la República, Bogotá, Colombie
Fax : +57 1 342 0592
Formule d'appel : *Excmo Sr. Presidente Uribe, / Monsieur le*
Président de la République,

Ministre de l'Intérieur et de la Justice :

Sr. Fernando Londoño Hoyos
Ministro del Interior y de Justicia
Ministerio del Interior
Palacio Echeverry
Carrera 8a, No. 8-09, Piso 2o.
Santafé de Bogotá, Colombie
Télégrammes : Ministro del Interior, Bogotá, Colombie
Fax : +57 1 566 4573
Formule d'appel : *Sr. Ministro, / Monsieur le Ministre,*

Ministre de la Défense :

Dra. Martha Lucía Ramírez de Rincon
Ministra de Defensa Nacional
Ministerio de Defensa Nacional
Avenida Eldorado – Carrera 52 OFI. 217
Centro Administrativo Nacional (CAN)
Santafé de Bogotá, Colombie
Télégrammes : Ministra de Defensa, Bogotá, Colombie
Fax : + 57 1 266 01 93
Formule d'appel : *Sra. Ministra Ramírez, / Madame la Ministre,*

COPIES À :

Defensor del Pueblo (médiateur) :

Sr. Eduardo Cifuentes Muñoz
Defensor del Pueblo
Defensoría del Pueblo,
Calle 55, No. 10–32/46 office 301,
Santafé de Bogotá, Colombie
Fax : +57 1 640 0491
Formule d'appel : *Estimado Sr. Cifuentes Muñoz, / Monsieur,*

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de la Colombie dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 11 MARS 2003, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous trouverez les documents en français sur LotusNotes, rubrique ÉFAI - IS documents
Vous pouvez également consulter le site Internet des ÉFAI : www.efai.org*